

**AFRIQUE DU SUD :
 DONNER UN NOUVEAU SOUFFLE À LA NATION ARC-EN-CIEL**

**Compte rendu du déplacement du groupe interparlementaire
 France – Afrique du Sud**

29 octobre – 3 novembre 2012

Une délégation du groupe d'amitié France - Afrique du Sud, conduite par son président M. Robert Hue et également composée de M. Simon Sutour, vice-président, et de Mme Catherine Morin-Desailly s'est rendue à Pretoria, à Johannesburg et au Cap du 29 octobre au 3 novembre 2012. Le dernier déplacement du groupe d'amitié remontait à 2007.

Cette visite a eu lieu seulement quelques semaines avant l'ouverture du Congrès de l'ANC (*African National Congress*), au cours duquel le parti a désigné ses dirigeants et se situait également en plein cœur de la « Saison de la France » en Afrique du Sud. Elle répondait à un double objectif.

D'une part, elle devait permettre au Sénat d'approfondir sa connaissance d'un pays qui a connu, au cours des dernières années, un formidable développement, mais qui se trouve aussi, vingt ans après l'abolition du régime de l'apartheid, à un moment charnière de son histoire.

D'autre part, elle visait à renforcer les liens entre la France et l'Afrique du Sud et à soutenir l'action de la diplomatie française dans ce pays. A cette fin, la délégation souhaitait nouer des relations plus poussées avec le Parlement sud-africain, dont aucune des deux chambres ne dispose jusqu'à présent de groupe d'amitié équivalent à celui du Sénat.

L'accent a été particulièrement mis, lors des entretiens, sur les questions économiques et les questions africaines. Les possibilités de coopération entre la France et l'Afrique du Sud dans le domaine de l'énergie ou, de manière plus générale, sur le continent africain, ont été largement abordées.



***I. L'Afrique du Sud vingt ans
 après l'abolition de l'apartheid***

La délégation a pu constater tout le chemin parcouru par l'Afrique du Sud au cours des deux dernières décennies. Autrefois mis au ban de la communauté internationale, le pays a connu une transition pacifique vers la démocratie souvent décrite comme exemplaire. Son importance économique sur le continent africain, avec un PIB représentant plus de 30 % de celui de l'Afrique sub-saharienne, lui a permis de rejoindre en 2011 le groupe des BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) – désormais désigné sous le nom de BRICS pour l'inclure. Forte de ce capital économique, mais aussi politique et moral obtenu grâce à la transition pacifique, l'Afrique du Sud s'essaie à jouer un rôle de plus en plus marqué sur le continent africain, dont elle aime à se présenter comme le porte-parole dans les enceintes internationales, telles que

le G20, le Conseil de sécurité de l'ONU où elle a siégé déjà deux fois en 2007-2008 et 2011-2012, ou encore l'Union Africaine où elle est parvenue, de haute lutte, à faire élire en juillet dernier Mme Dlamini-Zuma à la présidence de la Commission.

Néanmoins, **l'Afrique du Sud reste aujourd'hui encore confrontée à d'importants défis**, d'autant que l'union sacrée, qui avait présidé aux premières années de la Nation arc-en-ciel, paraît désormais entamée. Les prochaines années devraient donc être déterminantes pour l'avenir du pays.

Au niveau politique, l'ANC, qui a porté la lutte contre l'apartheid, domine toujours très largement la vie politique sud-africaine, même s'il a enregistré un léger recul aux élections de 2009 (65,9 % contre 69,7 % en 2004), qui se traduit par une progression des principaux partis d'opposition, en particulier l'Alliance démocratique (DA) – 16,7 % en 2009. En outre, des tensions croissantes se font jour au sein de l'alliance tripartite au pouvoir (ANC, Parti communiste, Confédération syndicale COSATU), mais aussi au sein de l'ANC elle-même, en particulier avec la Ligue des jeunes, au point que son ancien président, Julius Malema, a été exclu de l'ANC pour indiscipline en 2011.

Sur le plan économique, l'Afrique du Sud a souffert ces dernières années de la crise économique mondiale. Par ailleurs, elle n'est pas encore parvenue à surmonter une partie de ses faiblesses structurelles. Aussi le Président Zuma a-t-il annoncé, en février dernier, un ambitieux programme de construction d'infrastructures. Il n'en demeure pas moins que beaucoup doit encore être fait pour développer les petites et moyennes entreprises afin de faciliter la création d'emplois et diversifier l'économie sud-africaine.

Sur le plan social, l'Afrique du Sud reste marquée par de profondes inégalités. Celles-ci se sont même creusées au cours des dernières années, en dépit d'une réduction de l'extrême pauvreté, faisant aujourd'hui de ce pays le plus inégalitaire au monde. Cette situation peut s'expliquer par la structure de l'économie sud-africaine, largement dominée par les grands conglomérats, par le chômage massif (plus de 25 %) et par un système éducatif à deux vitesses. La lutte contre les inégalités devra donc être l'une des priorités de la prochaine

présidence afin de dissiper les risques d'explosion sociale qu'elles peuvent faire peser. Les événements dans la mine de Marikana l'été dernier ont, en effet, révélé l'urgence de la situation.

Programme du déplacement à Pretoria et Johannesburg

Lundi 29 octobre 2012

12h30 : Déjeuner de travail à la résidence de France à Pretoria

14h30 : Entretien avec le ministre du commerce et de l'industrie, Dr. Rob Davies

16h00 : Entretien avec le vice-ministre, M. Ebrahim Ebrahim, et l'ambassadeur Tebogo Seokolo, directeur Europe, ministère des affaires étrangères

17h30 : Entretien avec MM. Anton Loubser, vice-président de SANAVA (association nationale des arts visuels sud-africains) et Pieter Van Heerden, directeur de la galerie Mackie Street

18h30 : Réception avec la communauté française

Mardi 30 octobre 2012

10h00 : Entretien avec M. Amos Masondo, directeur du Bureau de la présidence de l'ANC, ancien maire de Johannesburg

11h00 : Entretien avec M. Alistair Smith, directeur exécutif du NEDLAC (conseil national pour le développement économique et le travail)

12h30 : déjeuner de travail en présence de M. Mmusi Maimane, porte-parole de l'Alliance démocratique, Mme Ximena Gonzalez-Nunez, directrice exécutive de TIPS (Stratégies pour la politique commerciale et industrielle), M. Renney Plit, directeur de AFHCO (Société de logement abordable), Dr. Jackie Cilliers, directeur exécutif de l'Institut d'études de sécurité, et M. Peter Fabricius, journaliste

14h30 : visite de terrain avec l'Agence française de développement, centrée sur les questions de réduction de la pauvreté et de réhabilitation du centre-ville de Johannesburg, par le biais du logement social et de l'accès aux services de base (eau, électricité, assainissement)

17h00 : visite de l'exposition sur la musique noire au musée de l'Afrique de Johannesburg, organisée dans le cadre de la saison de la France en Afrique du Sud

II. La France et l'Afrique du Sud : un partenariat en voie de consolidation

Les relations entre la France et l'Afrique du Sud ont progressé rapidement depuis la fin de l'apartheid, mais elles ont connu un tournant déterminant entre 2008 et 2011, avec la mise en place d'un **partenariat stratégique entre les deux pays**. Ce partenariat prend la forme d'un dialogue à haut niveau sur les sujets d'intérêt commun, au sein de plusieurs enceintes dédiées à cet effet, comme le Forum de dialogue politique, la Commission mixte de défense ou le Forum de dialogue économique.

La France a également repris sa **coopération civile** en Afrique du Sud, avec des investissements croissants de l'Agence française de développement destinés à aider le pays à développer les infrastructures de base, à renforcer le secteur productif ou à lutter contre le changement climatique.

Nos **échanges commerciaux** continuent de croître sur un rythme régulier, même s'il faut noter qu'ils ont été affectés par la crise de la zone euro et la montée en puissance des relations de l'Afrique du Sud avec les pays du Sud. En outre, le volume de nos échanges reste inférieur à celui qu'ont d'autres pays européens avec l'Afrique du Sud, comme par exemple l'Allemagne ou le Royaume-Uni.



La délégation sénatoriale avec le président de l'Assemblée nationale de la République sud-africaine, M. Max SISULU.

Pour autant, il semble exister un intérêt réciproque de plus en plus fort entre nos deux pays. Il est particulièrement manifeste dans le **domaine culturel**, comme en témoigne la décision de la France et de l'Afrique du Sud d'organiser des « Saisons croisées » afin de contribuer à une meilleure connaissance entre nos deux peuples. La

« Saison de la France » en Afrique du Sud, qui a eu lieu de mai à décembre, a remporté un réel succès.

Programme du déplacement au Cap

Mercredi 31 octobre 2012

09h30 : Rencontre avec la commission de l'énergie de l'Assemblée nationale

11h30 : Visite du Parlement sud-africain

12h30 : Déjeuner de travail avec la commission du commerce et des affaires étrangères du Conseil national des provinces

14h00 : Entretien avec le ministre délégué aux travaux publics et secrétaire général adjoint du parti communiste sud-africain, M. Jeremy Cronin

15h00 : Questions d'actualité économique en séance plénière de l'Assemblée nationale

16h00 : Entretien avec le président de l'Assemblée nationale, M. Max Sisulu

17h00 : Entretien avec Dr. Wilmot James et M. Ian Davidson, députés, respectivement ministre du commerce et de l'industrie et ministre des relations internationales et de la coopération au sein du cabinet fantôme de l'Alliance démocratique

19h30 : Dîner de travail avec des représentants de la communauté française

Judi 1^{er} novembre 2012

09h00 : Visite de Robben Island, île sur laquelle étaient détenus les opposants au régime de l'apartheid, dont Nelson Mandela

15h30 : Visite d'un projet dans un township pour développer l'accès à l'eau et au chauffage par l'utilisation des énergies renouvelables (Kuyasa CDM Project)

19h30 : Dîner avec M. Yves Guénon, Directeur du développement d'Areva

Vendredi 2 novembre 2012

08h30 : Visite de la centrale nucléaire de Koeberg

13h00 : Déjeuner de travail avec des chefs d'entreprise et l'Agence française de développement sur la question des énergies renouvelables

15h30 : Visite du parc national de la Montagne de la Table

Samedi 3 novembre 2012

09h30 : Visite de propriétés viticoles

Cette nouvelle dynamique de rapprochement entre la France et l'Afrique du Sud peut encore se poursuivre. La délégation sénatoriale a d'ailleurs pu constater, lors de sa visite, le travail accompli à cette fin, tant par la diplomatie française que par la communauté française présente en Afrique du Sud.

Les perspectives d'approfondissement de la relation apparaissent clairement en matière économique. Le Président Zuma a en effet annoncé des grands projets de construction d'infrastructures, notamment dans le domaine de l'énergie, mais aussi dans celui des transports, des infrastructures sanitaires et des télécommunications, qui pourraient être des moteurs de l'activité économique dans les années à venir. Près de 300 milliards d'euros d'investissements sont envisagés d'ici 2020, dont 83 milliards ont déjà été approuvés et budgétés pour des réalisations à l'horizon 2015. Plusieurs entreprises françaises seraient intéressées.

Néanmoins, face à la situation de l'emploi et aux besoins de formation en Afrique du Sud, l'administration sud-africaine attache une grande importance à ce que les contrats reviennent aux entreprises qui garantissent un fort « **contenu local** », c'est-à-dire des créations d'emploi en Afrique du Sud, accompagnées de transferts de technologies.

Ces impératifs pèseront évidemment sur les appels d'offres qui devraient être lancés dans le domaine de l'énergie. L'Afrique du Sud a en effet adopté un plan énergétique sur vingt ans afin d'accroître sa production d'électricité, qui prévoit, au-delà du maintien de l'utilisation du charbon, la construction de nouvelles centrales nucléaires et un recours accru aux énergies renouvelables. L'Afrique

du Sud n'exclut pas non plus d'intégrer à ses réflexions l'exploitation du gaz de schiste, comme du gaz naturel dont des gisements ont été récemment découverts au Mozambique et en Tanzanie.

Au cours du déplacement, les interlocuteurs sud-africains ont aussi manifesté leur intérêt pour un **dialogue avec la France sur les questions africaines**, en soulignant la place de la francophonie sur le continent. Ils ont néanmoins insisté sur la nécessité pour notre pays de se garder de toute ingérence. Si les interventions françaises en Côte d'Ivoire et en Libye ont été critiquées par les Sud-africains, ces derniers ont néanmoins salué les nouvelles orientations de la France présentées par le Président de la République dans le discours de Dakar le 12 octobre 2012.

La visite de la délégation sénatoriale s'est inscrite dans le contexte du partenariat naissant entre nos deux pays en visant à tisser des liens bilatéraux au niveau parlementaire. Notre ambassade a estimé que les échanges avaient été fructueux sur de nombreux sujets et qu'ils pourraient utilement servir à enrichir le dialogue bilatéral. Surtout, l'annonce par le Président de l'Assemblée nationale de la création prochaine de groupes d'amitié au Parlement sud-africain pourrait permettre de développer ces échanges à un rythme plus régulier. Le groupe d'amitié du Sénat, qui appelait de ses vœux une telle création depuis déjà plusieurs années, a proposé qu'une délégation de parlementaires sud-africains se rende en France en 2013, à l'occasion de la « Saison de l'Afrique du Sud » dans notre pays, afin de sceller ces nouveaux liens d'amitié.

Composition de la délégation



M. ROBERT HUE
Président du groupe

Sénateur (RDSE)
du Val-d'Oise



M. SIMON SUTOUR
Vice-président du groupe

Sénateur (SOC)
du Gard



MME CATHERINE MORIN-DESAILLY
Membre du groupe

Sénatrice (UDI-UC)
de la Seine-Maritime

Pour en savoir plus : http://www.senat.fr/groupe-interparlementaire-amitie/ami_574.html